

mastercard
foundation

LES JEUNES FEMMES EN AFRIQUE: ACTRICES DE LA CROISSANCE ET DE LA TRANSFORMATION ECONOMIQUES À L'HORIZON 2030



Table des matières

Quels moyens à mettre en œuvre pour y parvenir ?	3
1. Renverser la tendance.....	3
2. Veiller à ce que les jeunes femmes restent à l'école.....	4
3. Permettre aux femmes de disposer de plus de temps en réduisant le poids de leur charge de travail.....	5
4. Améliorer l'accès aux services financiers.....	6
5. Améliorer les compétences des jeunes femmes dans des secteurs d'activité susceptibles d'accroître leurs revenus et de stimuler leur développement.....	8
6. Améliorer les compétences numériques des jeunes femmes afin de les rendre plus compétitives.....	9
7. Créer et mettre en œuvre des politiques inclusives adaptées aux réalités des jeunes femmes.....	10
Conclusion et appel à l'action	11
● Pouvoirs publics	11
● Secteur privé	11
● Communautés et société civile	11
● Jeunes femmes/femmes	12

Le rapport intitulé « **Les jeunes femmes en Afrique : actrices de la croissance et de la transformation économiques** » a été commandité par la Fondation Mastercard afin de mieux comprendre le développement des jeunes femmes et leur contribution potentielle à l'économie de l'Afrique. L'étude, menée par McKinsey and Company, évalue l'impact économique des jeunes femmes sur le PIB de l'Afrique, identifie les secteurs d'activité qui leur offrent des opportunités de travail et d'entrepreneuriat, et met en évidence les principales contraintes à lever pour permettre à celles-ci d'augmenter de manière significative leur productivité et leur contribution à la croissance économique de l'Afrique d'ici 2030.

En Afrique, les jeunes femmes peuvent contribuer de manière importante à l'économie du continent, en y ajoutant 287 milliards USD (soit une augmentation de 5 % du PIB) et 23 millions d'emplois. La République démocratique du Congo, l'Égypte, l'Éthiopie, le Kenya, le Mali, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie et l'Ouganda devraient connaître la croissance la plus rapide s'ils suivent l'exemple de la Namibie¹ qui a réussi à accroître la contribution des jeunes femmes au PIB.

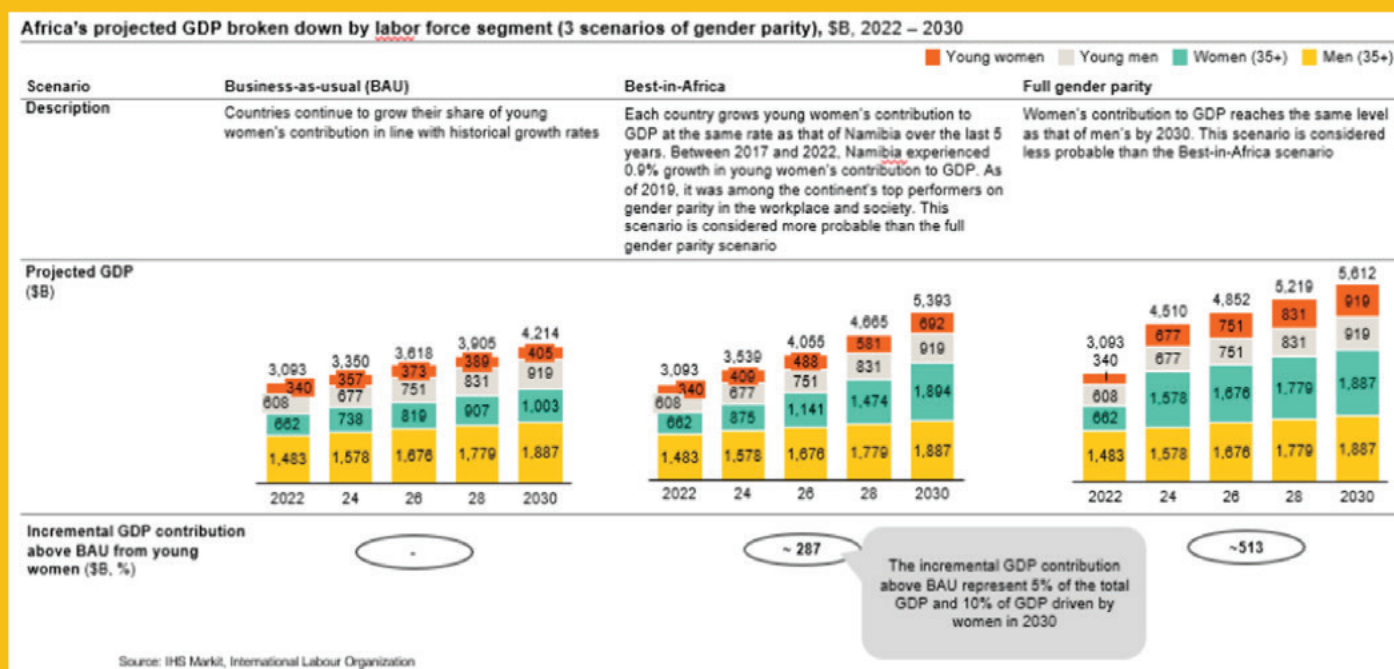


Figure 1 - Estimated Young Women's Contribution to Africa's GDP by 2030

Quels moyens à mettre en œuvre pour y parvenir ?



1. Renverser la tendance.

En 2022, le PIB cumulé de l'Afrique s'élevait à environ 3,1 billions \$ US. Les jeunes femmes n'y ont contribué qu'à hauteur de 11 % (environ 340 milliards \$ US). Toutefois, leur contribution n'a cessé de diminuer depuis 2000, passant de 18 % à 11 %. Par ailleurs, le taux de chômage est plus élevé chez les femmes que chez les hommes, et la pandémie de COVID-19 a encore aggravé la situation. Les jeunes femmes sont plus nombreuses à ne pas avoir d'emploi, à ne pas suivre d'études ou de formation (NEET).

¹ La Namibie fait figure de pionnier en matière de parité hommes-femmes. En cinq ans seulement, ce pays a enregistré la croissance la plus rapide en termes de contribution des jeunes femmes au PIB (de 40 % en 2017 à 42 % en 2022), en modifiant principalement les droits de propriété et les droits patrimoniaux. Sa politique nationale en matière de genre (PNG), qui couvre la période 2010 à 2020, a fixé un objectif en matière d'éducation et a amélioré les taux d'achèvement des études chez les filles ainsi que l'accès des femmes à la formation professionnelle, à la science et à la technologie.



Quels moyens à mettre en œuvre pour y parvenir?

2. Veiller à ce que les jeunes femmes restent à l'école.

En effet, les jeunes femmes n'achèvent pas le cycle complet des études. Seules 26 %² des filles terminent leurs études secondaires et à peine 8 % sont inscrites dans l'enseignement supérieur, ce qui a un impact considérable sur leur accès à des emplois mieux rémunérés et, par conséquent, sur leur contribution globale au PIB. Si les filles ne sont pas éduquées, cela pourrait entraîner une perte de 10 milliards USD du PIB sur le continent³. Afin de garantir l'accès des jeunes femmes à l'éducation, en particulier dans les zones rurales, il est nécessaire de développer des solutions innovantes pour permettre aux filles de poursuivre leurs études. Il s'agit notamment de .

- **Répondre aux besoins des filles en matière de santé et d'hygiène menstruelles.** Selon un rapport de l'UNESCO, une fille sur dix en Afrique subsaharienne ne va pas à l'école pendant sa période menstruelle. D'après certaines estimations, cela représente jusqu'à 20% d'une année scolaire donnée. De nombreuses filles abandonnent complètement l'école lorsqu'elles commencent à avoir leurs règles.⁴
- **Lutter contre le mariage des enfants.** Le nombre de mariages d'enfants est encore élevé en Afrique, 34% des jeunes filles étant mariées avant l'âge de 18 ans.⁵
- **Lutter contre les grossesses précoces.** En Afrique subsaharienne, le taux de grossesses précoces ne cesse d'augmenter. En effet, une jeune femme sur quatre donne naissance à un enfant avant l'âge de 18 ans.⁶

Le développement de programmes d'éducation dits « de la deuxième chance », qui permettent aux jeunes femmes ayant abandonné l'école d'acquérir les compétences et les diplômes nécessaires, les aidera à accroître leurs chances de trouver un emploi. En outre, l'Afrique a besoin d'environ 16,6 millions d'éducateurs d'ici 2030. La création d'opportunités d'emploi en faveur des jeunes femmes dans des secteurs tels que l'éducation et l'administration contribuerait grandement à combler cette lacune. D'autres avantages en découleraient également, en particulier aux niveaux de l'enseignement secondaire et supérieur, car cela permettrait aux jeunes femmes d'avoir davantage de modèles et les aiderait à poursuivre leurs études et à progresser dans le système.

Les initiatives menées par les entreprises privées pourraient créer environ 3,2 millions d'emplois grâce à des investissements dans des activités extra scolaires dirigées par des jeunes femmes. Elles pourraient mettre en place une plateforme électronique destinée aux jeunes femmes rémunérées pour leurs activités qui consisteraient à donner des cours particuliers, à faire du mentorat et à prodiguer des conseils. De même, ces jeunes femmes pourraient collaborer avec des employeurs afin de proposer des cours de remise à niveau à leurs employées.



² <https://www.weforum.org/agenda/2022/07/education-africa-girls-boys-gender-school/>

³ https://mastercardfdn.org/wp-content/uploads/2022/05/SEA-Report-Gender-Brief-Final_English-04.04.2022.pdf

⁴ <https://blogs.worldbank.org/en/education/globally-periods-are-causing-girls-be-absent-school#:~:text=A%20UNESCO%20report%20estimates%20that,altogether%20once%20they%20begin%20menstruating.>

⁵ <https://data.unicef.org/resources/towards-ending-child-marriage/>

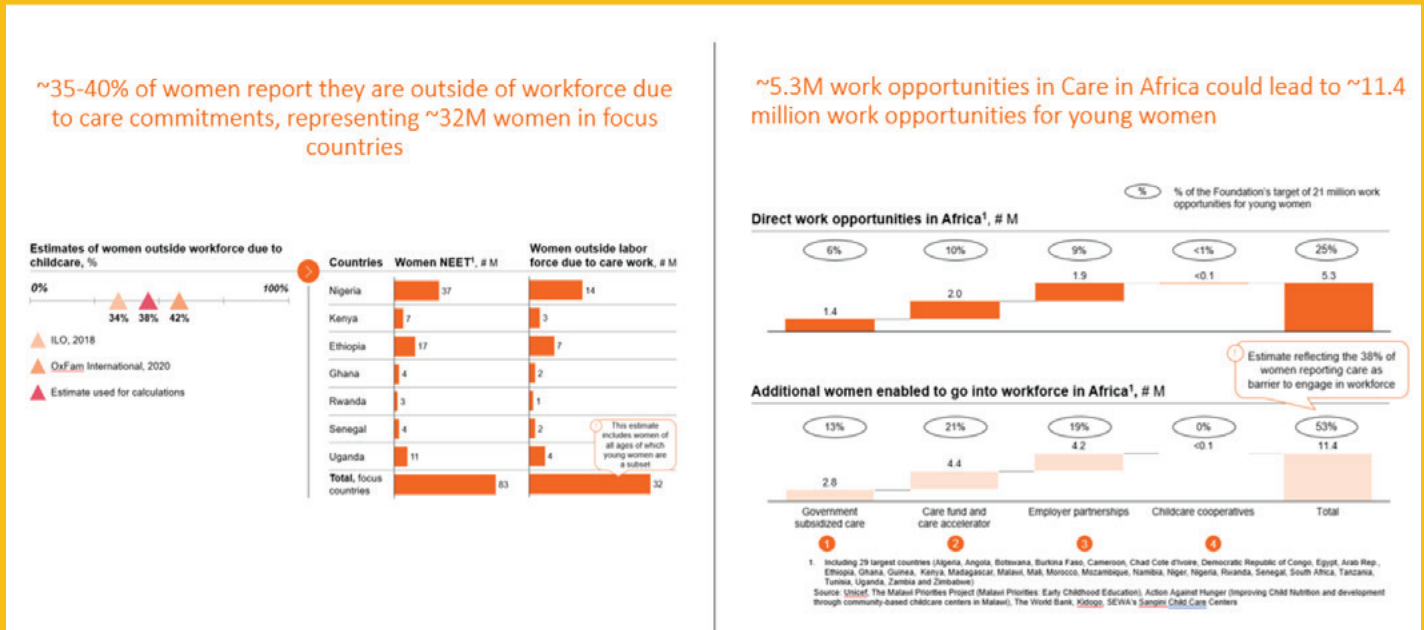
⁶ <https://data.unicef.org/topic/child-health/adolescent-health/>



Quels moyens à mettre en œuvre pour y parvenir?

3. Permettre aux femmes de disposer de plus de temps en réduisant le poids de leur charge de travail

Selon les estimations, la prise en charge des soins pourrait permettre à 11,4 millions de jeunes femmes d'exercer une activité professionnelle d'ici à 2030. Pour ce faire, il existe plusieurs façons de procéder.



Graphique 2 : le développement de l'économie domestique en Afrique pourrait créer environ 11,4 millions d'emplois destinés aux jeunes femmes.

Les modèles financés par les pouvoirs publics ont déjà fait leurs preuves. Par exemple, le programme mondial d'investissement dans les services de garde d'enfants mis en place par la Banque mondiale permet aux pays d'améliorer les services de garde d'enfants par le biais d'un fonds qui verse une somme équivalente à celle investie par le pays, à raison d'un dollar pour un dollar. Dans les bidonvilles de Nairobi, les bons destinés aux garderies ont permis d'augmenter de 8,5 % le taux d'emploi des mères.

Les entreprises privées ont également un rôle essentiel à jouer. En effet, les entreprises peuvent offrir des services de garde d'enfants à leurs employés. Par exemple, la plantation de café SOCFINAF au Kenya propose un service gratuit de garde d'enfants pour un coût mensuel estimé à 3 \$ US par enfant. Dans diverses communautés à faibles revenus d'Afrique de l'Est, l'entreprise à vocation sociale dénommée Kidogo dispose de 139 garderies qui accueillent 2 800 enfants pour un coût inférieur à 1 USD par enfant et par jour.

Les entreprises privées peuvent contribuer à développer des modèles de soins innovants en offrant un soutien technique, des ressources ou des prêts à faible taux d'intérêt. En outre, elles peuvent plaider en faveur de meilleures conditions de travail et de sécurité en soutenant des réseaux et en collaborant avec des groupes déjà constitués, tels que l'Izwi Domestic Worker Alliance à Johannesburg, qui propose aux femmes des informations et des conseils en matière d'emploi, des programmes de formation et des événements à environ 1 000 femmes, et qui s'engage dans des actions de plaidoyer auprès de la population et des médias.

Bien entendu, de telles initiatives ne sont pas sans risques. Il serait primordial d'établir des lignes directrices concernant le recrutement (par exemple, la vérification des antécédents, les systèmes d'orientation), la formation (les normes en matière de garde d'enfants et la formation régulière de tous les travailleurs sociaux) et les activités quotidiennes (les lignes directrices/politiques relatives aux installations, les systèmes de surveillance).



Quels moyens à mettre en œuvre pour y parvenir?

4. Améliorer l'accès aux services financiers.

En effet, les femmes ont beaucoup moins accès aux services financiers (comptes bancaires, portefeuilles mobiles) et aux produits financiers (comptes d'épargne, produits de crédit, assurances, pensions) que les hommes. En 2020, 63% des femmes africaines, toutes tranches d'âge confondues, n'étaient pas bancarisées, contre 52% des hommes. Il en va de même pour les personnes sous-bancarisées (celles qui possèdent un compte bancaire mais n'ont pas accès à la totalité des services financiers). En 2021, 66% des femmes en Afrique subsaharienne étaient sous-bancarisées, contre 54% des hommes, et 13% des femmes avaient accès au crédit formel, contre 16% des hommes. Seulement 10% des femmes propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) disposent d'un financement adéquat et, par conséquent, leur revenu mensuel est inférieur de 34% à celui des PME détenues par des hommes.

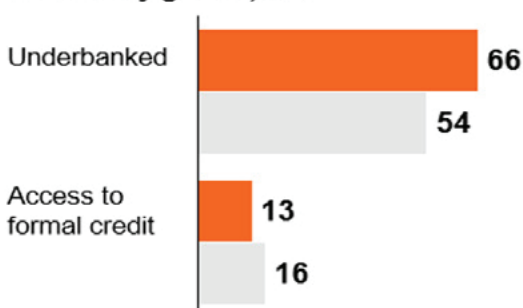
Where are women today

■ Women ■ Men

Share of unbanked Africans by gender, 2020



Share of underbanked Sub-Saharan Africans by gender, 2021



- Although 13% of SSA women borrow formally, only **3.7%** of them borrow from a formal financial Service Providers²
- Only **10%** of women-owned SMEs have adequate funding resulting in a **34% lower** monthly income compared to men-owned businesses

1. Refers to individuals who have a bank account but lack access to a full range of financial services typically offered by traditional banks. They may rely on alternative financial services to meet their financial needs
2. Financial services providers

Source: World Bank, IMF, AFI, Press search

Graphique 3 : les femmes ont moins accès que les hommes aux produits financiers tels que l'épargne, le crédit et les paiements

Bien que les jeunes femmes soient très entrepreneuses, elles travaillent principalement dans le secteur informel ou dans de petites entreprises. Elles sont confrontées à d'importantes difficultés liées à l'accès aux services financiers car ces jeunes femmes possèdent ou travaillent dans des microentreprises informelles, ce qui signifie qu'elles sont probablement moins bien payées et que leurs revenus sont par conséquent moins stables. De même, elles ne possèdent pas de biens matériels et les produits financiers disponibles sur le marché ne sont pas adaptés à leurs besoins et à leurs réalités. Qui plus est, de nombreux moyens mis à la disposition des hommes, tels que l'argent et les données mobiles, sont moins accessibles aux femmes (sauf au Kenya, où les jeunes femmes sont sur un pied d'égalité avec les hommes). Il est donc essentiel de mettre en place un système financier plus inclusif, avec un écosystème de crédit qui réponde aux besoins de financement à court, moyen et long terme des jeunes femmes, et ce, partout où elles se trouvent.

Dans les zones rurales, les jeunes femmes ont besoin d'accéder à des équipements pour passer de l'agriculture primaire à l'agro-industrie ou pour adopter des pratiques agricoles respectueuses du climat. Pour acheter des intrants et des machines agricoles, elles doivent avoir accès à des crédits à faible coût, par exemple des garanties de microcrédit, des microcrédits-bails et des systèmes de paiement à l'utilisation. Les organisations coopératives d'épargne et de crédit (SACCO) et les caisses d'épargne et de crédit villageoises constituent les mécanismes de financement les plus courants, mais elles n'en bénéficient souvent pas en raison de leur rang et de l'absence de biens matériels, c'est-à-dire de terres.

De plus, les prêts de microfinance nécessitent généralement une épargne minimale que les femmes rurales et les jeunes femmes n'ont souvent pas et, même si elles l'ont, les taux d'intérêt sont si élevés qu'elles ne peuvent pas se le permettre.

Les institutions financières classiques, telles que les banques et les institutions de microfinance (IMF), sont peu présentes et n'ont qu'une expérience limitée des besoins des populations rurales et ne comprennent pas les défis et les besoins financiers uniques auxquels les femmes rurales sont confrontées. Elles fonctionnent également dans un environnement très réglementé qui peut créer des obstacles à l'accès des femmes rurales et des jeunes femmes aux services financiers.

Par ailleurs, de nombreuses régions n'ont pas accès à une connectivité internet fiable, à l'électricité ou même à des téléphones portables, ce qui complique la tâche des jeunes femmes rurales qui n'ont peut-être pas les compétences nécessaires leur permettant d'utiliser les services financiers numériques.

Enfin, les jeunes femmes qui ont peu de connaissances en matière de finances risquent de ne pas utiliser suffisamment les produits financiers ou de ne pas comprendre quels sont ceux qui répondent le mieux à leurs besoins. Les produits non différenciés ne répondent pas non plus aux défis et aux besoins spécifiques des femmes rurales. Les jeunes femmes ont donc besoin de suivre une formation en éducation financière qui leur permette d'utiliser les produits et les services et de prendre des décisions financières en connaissance de cause.

Les programmes et services financiers doivent tenir compte de la démographie, du statut socio-économique, du comportement financier, des objectifs, des aspirations et des contraintes. Les organisations doivent repenser leur approche en matière de partenariats, en allant au-delà des banques et des institutions de microfinance (IMF) afin d'impliquer les groupes d'épargne rotative locaux et d'entrer en contact avec les femmes des zones rurales. Les programmes doivent être suffisamment adaptés pour permettre d'identifier et d'exploiter au plus vite les gains rapides, tandis que les systèmes de planification et de mise en œuvre doivent s'appuyer sur des faits concrets dans le but d'améliorer les résultats des programmes.

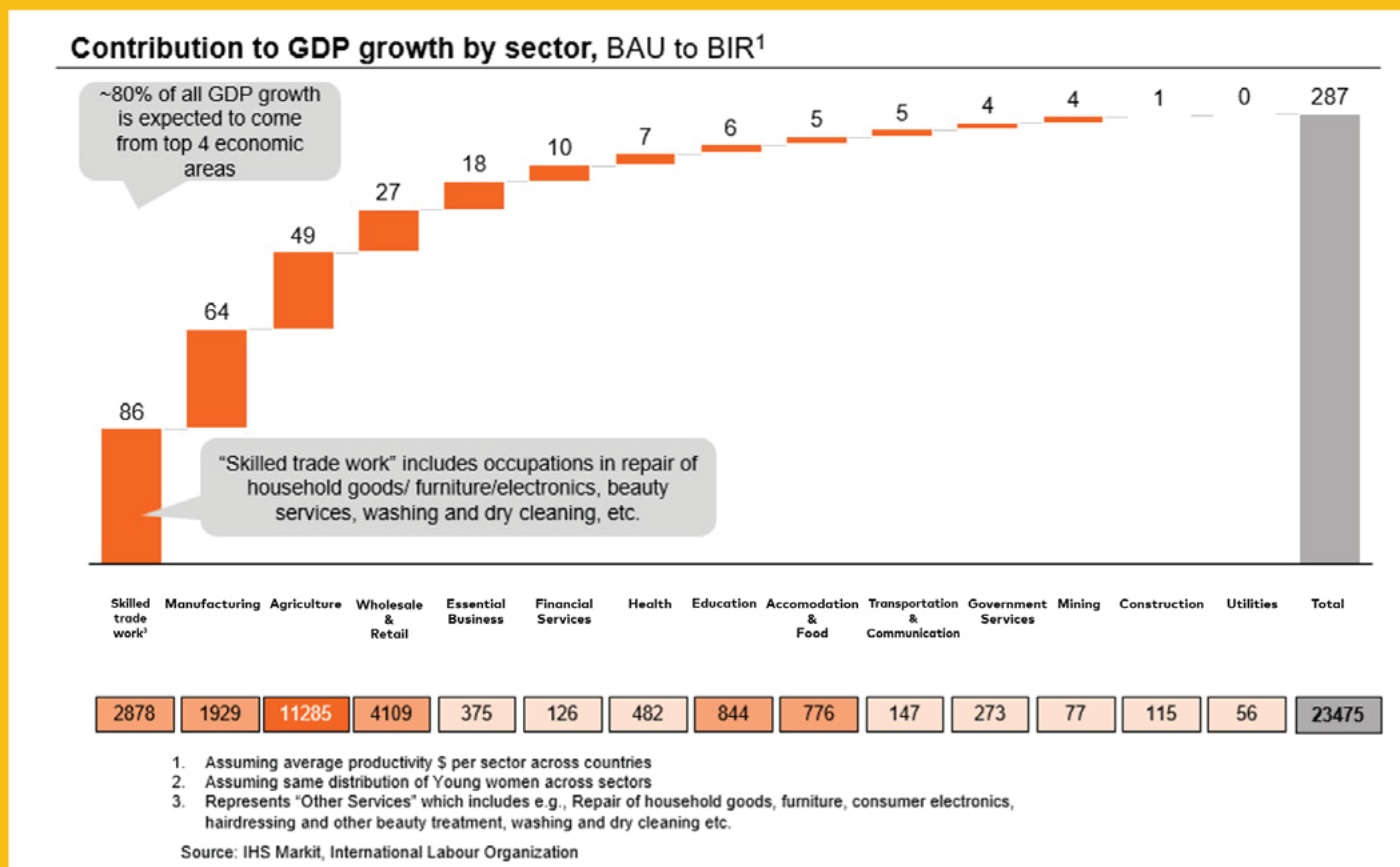




Quels moyens à mettre en œuvre pour y parvenir?

5. Améliorer les compétences des jeunes femmes dans des secteurs d'activité susceptibles d'accroître leurs revenus et de stimuler leur développement

Les jeunes femmes peuvent contribuer de manière significative dans les six secteurs d'activité suivants : l'agriculture, l'industrie manufacturière, les métiers spécialisés, le commerce de gros et de détail, l'éducation, la restauration et l'hébergement



Graphique 4 : selon les estimations, la majorité des quelque 287 milliards \$ proviendrait des métiers spécialisés, de l'industrie manufacturière, de l'agriculture, du commerce de gros et de détail

Ces secteurs emploient déjà beaucoup de jeunes femmes ou peuvent leur offrir d'importantes possibilités qui leur permettront de se développer. Par exemple, dans des secteurs tels que l'agriculture, le commerce de gros et de détail, qui comptent un nombre moyen voire élevé de jeunes travailleuses, le développement des opportunités offertes aux jeunes femmes dans ces secteurs passe par l'amélioration des conditions de travail et de rémunération de ces dernières, tout en permettant à celles qui sont entrepreneuses d'apporter une valeur ajoutée importante à leurs activités afin de poursuivre le développement de leurs entreprises et d'accroître leurs revenus.

Les métiers spécialisés et l'industrie manufacturière offrent également d'excellentes opportunités aux jeunes femmes. Il s'agit de secteurs dont la contribution prévue au PIB et le potentiel en termes de création d'emplois sont moyens voire élevés, et qui gagneraient à ce que les femmes y soient davantage représentées. Pour attirer les jeunes femmes dans ces secteurs d'activité, il faut les sensibiliser et les informer sur les multiples possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat qui s'offrent à elles, tout en leur proposant des programmes d'apprentissage et des camps de formation professionnelle qui leur permettront d'accéder à des emplois directs ou de créer des entreprises dans ces secteurs.



Quels moyens à mettre en œuvre pour y parvenir?

6. Améliorer les compétences numériques des jeunes femmes afin de les rendre plus compétitives

En Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Nigeria, au Sénégal, au Rwanda et en Ouganda, seules **64 000 jeunes femmes travaillent** dans le secteur de l'information, de la communication et de la technologie, **et dans trois de ces pays, les femmes perçoivent un salaire supérieur à celui des hommes**. Ce secteur, en particulier par le biais de l'économie numérique, est le moteur qui pourrait accroître de manière significative les possibilités d'emploi et favoriser le développement des jeunes femmes. Qu'il s'agisse d'accéder à des plateformes numériques pour commercialiser leurs produits et services, d'accéder à des financements ou de travailler dans l'industrie technologique, les revenus des jeunes femmes et leur contribution à la croissance économique pourraient augmenter considérablement si on leur permettait d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires pour améliorer leur maîtrise de l'outil numérique.

Sector	Does the sector engage many women?		Can the sector create more work opportunities?		Does the sector provide reliable income?	
	# young women '22, thousands	% young women of workforce	GDP of Sectors '22 USD	GVA growth vs. market CAGR '18-'21	Monthly income of worker '19 (mean)	Young women/men income '19, %
Ghana	4	8%	\$3.1B	17%	\$180	144%
Kenya	8	12%	\$6.8B	7%	\$409	85%
Nigeria	41	13%	\$11.8B	9%	\$238	103%
Rwanda	2	14%	\$0.3B	N/A	\$267	84%
Senegal	3	16%	\$1.3B	6%	\$131	93%
Uganda	6	14%	\$1.4B	N/A	\$412	131%
Ethiopia	N/A	N/A	\$2.5B	N/A	\$120	78%
	64	13%	\$27.3Bn		\$251	103%

Source: World Bank, ILOstat, National Bureau of Statistics

Graphique 5 : dans certains des plus grands pays d'Afrique, seules 64 000 jeunes femmes travaillent dans le secteur des TIC.



Quels moyens à mettre en œuvre pour y parvenir?

7. Créer et mettre en œuvre des politiques inclusives adaptées aux réalités des jeunes femmes

Il est essentiel de mettre en place des politiques visant à renforcer les capacités des jeunes femmes afin qu'elles puissent contribuer à la croissance économique de l'Afrique. Les politiques destinées à encourager l'éducation des jeunes femmes, le développement de leurs compétences et l'esprit d'entreprise leur permettront de participer pleinement au développement de l'économie. Elles pourront ainsi accroître leur productivité et stimuler la croissance économique.

Les pays qui ont considérablement amélioré la participation des jeunes femmes à l'économie l'ont fait en réformant leurs politiques. La Namibie en est l'exemple phare. Pionnière en matière de parité hommes-femmes, ce pays a enregistré la croissance la plus rapide en termes de contribution des jeunes femmes au PIB en seulement cinq ans (de 40 % en 2017 à 42 % en 2022), en modifiant principalement les droits de propriété et les droits patrimoniaux. Sa politique nationale en matière de genre (PNG), qui couvre la période 2010 à 2020, a fixé un objectif en matière d'éducation et a amélioré les taux d'achèvement des études chez les filles ainsi que l'accès des femmes à la formation professionnelle, à la science et à la technologie.



Conclusion et appel à l'action

Les femmes ne constituent pas un groupe homogène. Il est indispensable de stimuler la productivité des jeunes femmes en Afrique afin d'améliorer la croissance économique, qui pourrait augmenter de 5 % ou atteindre environ 287 milliards \$ d'ici 2030. Toutefois, pour atteindre cet objectif, les pouvoirs publics, les entreprises privées, la société civile et les jeunes femmes doivent mettre la main à la pâte. Ces dernières doivent bénéficier d'un meilleur accès aux ressources financières et à la résilience, à la formation, aux réseaux et aux compétences numériques. Il convient de modifier les normes en matière de genre et de créer un environnement favorable qui réponde aux besoins des jeunes femmes afin d'améliorer leurs possibilités d'accès. Par ailleurs, les pays doivent créer et mettre en œuvre des lois plus favorables à l'épanouissement des jeunes femmes en tant qu'entrepreneuses, créant ainsi du travail pour elles-mêmes et pour d'autres jeunes

Pouvoirs publics

- Mettre l'accent sur l'éducation des jeunes femmes, en veillant à ce qu'elles aient accès à un enseignement de qualité et à des possibilités de poursuivre leurs études supérieures.
- Mettre en œuvre des politiques visant à encourager les filles à poursuivre leurs études.
- Soutenir les programmes qui favorisent l'enseignement des STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) aux jeunes femmes dans les zones urbaines et rurales.
- Promouvoir et soutenir les programmes d'éducation dits « de la deuxième chance ».
- Élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à alléger le fardeau de la prise en charge des jeunes femmes.
- Améliorer l'accès des jeunes femmes aux services financiers en élaborant des politiques d'inclusion financière qui tiennent compte de la démographie, du statut socio-économique, du comportement financier, des objectifs, des aspirations et des contraintes propres aux jeunes femmes. Inciter les institutions financières à créer des produits abordables et adaptés aux différentes couches de la population et à leurs réalités. Promouvoir et faciliter l'utilisation de la finance numérique.

Secteur privé

- Promouvoir des stratégies de recrutement qui ciblent les jeunes femmes et créer des initiatives visant à remédier aux déséquilibres entre les hommes et les femmes dans certains postes ou secteurs d'activité.
- Créer des programmes de mentorat et des possibilités d'avancement de carrière qui mettent en relation des femmes plus expérimentées avec des jeunes femmes dès les études secondaires.
- Collaborer avec les écoles, les instituts supérieurs, les établissements d'enseignement technique et professionnel et les universités afin de créer des passerelles permettant aux jeunes femmes de s'insérer dans le monde du travail en travaillant comme salariées ou en se lançant dans l'entrepreneuriat.
- Favoriser l'intégration des jeunes femmes entrepreneuses dans les réseaux professionnels
- Promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes femmes en les soutenant de la phase de démarrage à la phase du développement. Veiller à ce que les programmes de perfectionnement et de renforcement des capacités comprennent le développement de compétences non techniques, des certifications spécifiques au secteur d'activité, ainsi que des connaissances financières et de la gestion d'entreprise. Les programmes destinés au renforcement des capacités devraient, tout comme les institutions financières, prendre en compte les jeunes femmes vivant dans les zones périurbaines et rurales.
- Offrir des conditions de travail souples en proposant des horaires flexibles afin d'aider les jeunes femmes à concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales. Ceci permettra une meilleure participation à la vie active et une plus grande productivité.

Communautés et société civile

- Remettre en question les normes culturelles et les stéréotypes qui empêchent les jeunes femmes d'avoir accès aux opportunités qui s'offrent à elles. Collaborer avec les organisations dirigées par des jeunes ou des jeunes femmes afin de promouvoir l'intégration des jeunes femmes par le biais de programmes communautaires, d'ateliers et de campagnes de sensibilisation.
- Soutenir l'intégration des jeunes femmes dans les réseaux et associations de femmes afin de fournir un soutien, un mentorat et des ressources à ces dernières dans les domaines des affaires et du leadership.

Jeunes femmes/femmes

- Soyez des modèles, partagez vos réussites et les leçons que vous avez tirées de votre parcours. Utilisez votre voix pour promouvoir l'égalité des sexes et remettre en question le statu quo.
- Faites vos achats auprès d'entreprises et d'initiatives dirigées par des femmes ou des jeunes femmes. Plaidez en faveur de politiques et de pratiques qui permettent aux jeunes femmes de s'épanouir.

« L'Afrique que nous voulons » ne peut se construire sans que les jeunes femmes ne contribuent activement à l'économie africaine. C'est maintenant qu'il faut agir. Donnons aux jeunes femmes les moyens d'agir et mettons en valeur tout le potentiel de l'Afrique.





mastercard
foundation

Les jeunes femmes en Afrique : actrices de la croissance et de la transformation économiques à l'horizon 2030